

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

4 DOCUMENTS EXCLUSIFS

«Les dirigeants de la CGT
expulsés par les grévistes
du foyer SONACOTRA de
Montreuil»

Editorial

Ni gauchistes ni petits bourgeois !

Par Jacques JURQUET

Les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français disent à leurs militants et sympathisants que nous sommes des « gauchistes » et des « petits bourgeois ».

Ce sont là de piètres arguments, qui démontrent que Marchais et ses acolytes sont en difficulté pour réfuter notre juste ligne idéologique et politique.

À l'égard des travailleurs trompés par de telles accusations, il est important que nous apportions de manière convaincante des explications de nature à leur ouvrir les yeux.

Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne que nous soutenons sont dans leur immense majorité des ouvriers d'usine (près de 60%), des employés des PTT, des hôpitaux ou de la SNCF (environ 20%), des petits paysans aux revenus très pauvres et des enseignants (pourcentage inférieur à 10%). Ce ne sont pas des « gauchistes ». La preuve ? Ils connaissent tous fort bien les enseignements de Lénine dans son ouvrage classique intitulé « La maladie infantile du communisme : le gauchisme ». Ils mettent en œuvre les justes principes de Lénine : ils militent tous dans les syndicats, et en vérité, cela ne fait plaisir ni aux dirigeants révisionnistes de la CGT, ni aux dirigeants réformistes de la CFDT. Ils luttent à l'intérieur des syndicats contre les conceptions réactionnaires, et de la sorte, agissent exactement comme le souhaitait Lénine, à l'inverse des éléments effectivement gauchistes, qui attaquent le principe même du syndicalisme et préconisent de ne pas entrer dans les syndicats.

D'autre part, c'est justement en application d'autres indications léninistes sur la participation aux élections, que nos camarades sont candidats dans ce scrutin législatif, à l'encontre des « gauchistes » qui s'opposent en toutes circonstances à participer à des élections.

Nous ne sommes donc pas des « gauchistes ». Quant à être des « petits bourgeois », socialement, l'immense majorité de nos candidats ne le sont pas. Mais même ceux qui appartiennent à des couches de la petite bourgeoisie, comme nos camarades enseignants ou de quelques autres professions, ce ne sont pas des « petits bourgeois » du point de vue de leur idéologie. Ils œuvrent concrètement pour la défense des intérêts de classe de la classe ouvrière et des petits paysans.

Mais ce genre d'accusation est particulièrement surprenant dans la bouche de militants du PCF, à l'heure où ce parti compte dans ses rangs un très grand nombre de « petits bourgeois ».

(Suite page 5)

La cause des femmes (Trois procès)

Un chirurgien-dentiste lillois, militant du MLAC, Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception, est comparu en procès lundi, à Lille.

À l'heure où nous rédigeons, nous ne connaissons pas encore le résultat de ce procès. Le docteur Franck Dupin est accusé d'avoir pratiqué gratuitement des avortements (environ 400), avant et après la loi Veil. Il est soutenu par les nombreuses militantes des groupes-femmes du Nord-Pas-de-Calais et de toute la France. Franck Dupin, notamment accusé d'avoir pratiqué un avortement sur une jeune fille de 16 ans, Paule, a déclaré :

« Les vrais responsables, c'est l'hôpital qui a refusé trois fois à Paule de pratiquer un avortement alors qu'elle s'y était présentée dans les limites légales, c'est la loi Veil qui limite à dix semaines de grossesse la possibilité d'avorter et en exclut les mineures et celles qui n'ont pas assez d'argent, ce sont les médecins qui refusent aux femmes le droit d'avorter ».

Setti Lakhdar, accusé du viol de cinq femmes comparait devant le tribunal ces 20 et 21 février, à Beauvais dans l'Oise.

Parmi les victimes, âgées de 19, 20, 21, 22 et 29 ans, seulement deux d'entre elles se sont constituées partie civile. Une femme a hésité deux jours pour se décider à porter plainte. Une autre, traumatisée, a refusé de se soumettre à l'examen gynécologique nécessaire aux experts. Enfin le juge d'instruction chargé de l'affaire a dû délivrer aux gendarmes un mandat d'amener à l'encontre d'une des victimes qui — également traumatisée — refusait de venir témoigner devant lui.

C'est devant les assises de l'Oise, également, que comparait le seul rescapé d'une tentative de viol qui a entraîné la mort de trois personnes. Une jeune femme mariée avait été enlevée le 7 juin à bord d'une voiture par l'accusé et deux de ses amis. Elle s'était débattue, gênant ainsi le chauffeur qui avait perdu le contrôle de son véhicule dans un virage. Celui-ci s'était écrasé contre un mur, provoquant la mort de la jeune femme et de deux de ses agresseurs.

• Nicosie (Chypre) Assassinat et prise d'otages

UN CRIME CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN



Le départ des otages de l'hôtel Hilton (Nicosie), samedi. La plupart ont les mains liées avec leur cravate. Un des deux terroristes pénètre le premier à bord du minibus, pistolet au poing.

L'enlèvement de onze otages pris à Nicosie s'est terminé dimanche en fin de soirée par l'intervention d'un commando égyptien à l'aéroport de Larnaca, à Chypre, dans une grande confusion.

Avant l'enlèvement, les deux pirates de l'air avaient abattu de sang-froid Youssef El Sebai, un Égyptien, directeur du quotidien du Caire « Al Ahram ».

Les ravisseurs se disent militants palestiniens, leur action aurait eu pour but d'abattre un des hommes qui a accompagné le président égyptien, Sadate, en Israël.

En fait, il s'agit d'un acte qui ne peut que discréditer la cause palestinienne,

diviser les pays arabes entre eux, et donc faire le jeu des ennemis du peuple palestinien.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentant le peuple palestinien, a violemment condamné cet acte de piraterie criminel et « ceux qui sont derrière cette opération et qui mêlent le nom de la Palestine à de tels actes barbares ».

Il n'est pas innocent non plus que les ravisseurs aient pris en otage des délégués de l'« Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) ». Comme l'a déclaré l'OLP, « cette opération répond aux plans des sionistes qui ne veulent pas que la cause palestinienne

enregistre de nouveaux succès à la conférence des peuples afro-asiatiques ».

Enfin, dernier fait révélateur, les ravisseurs ont dans un premier temps relâché les otages non-arabes, et parmi les otages arabes gardés, il y avait Abou Mayzar, membre du Comité exécutif de l'OLP, et porte-parole du peuple palestinien à la conférence de l'OSPAA.

C'est donc bien à un crime antipalestinien et antiarabe que se sont livrés les deux terroristes. Qui est derrière eux ? Un nom circule avec insistance, celui de l'URSS, particulièrement hargneuse, ces derniers temps, contre l'Égypte et son président Sadate.

Monique Guémann sanctionnée

Aux termes d'un décret du président de la République, publié dimanche au « journal officiel », Melle Guémann, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Draguignan, est nommée substitut du procureur de la République près le tribunal de Nanterre.

Ce magistrat qui a été suspendu le 28 novembre dernier pour avoir pris position au cours d'une audience sur les circonstances de l'extradition de l'avocat allemand Me Klaus Croissant, vient ainsi d'être mutée et rétrogradée d'échelon, comme l'avait décidé le 14 février, M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice.

Melle Monique Guémann a également annoncé à cette occasion « son intention de déposer devant le Conseil d'État un recours contre la décision de la commission de discipline du ministère de la Justice relative à sa suspension ».

Deux cents personnes environ ont participé à la manifestation de soutien à Melle Monique Guémann organisée par le syndicat de la Magistrature, samedi après-midi, en présence d'une cinquantaine de magistrats, à la maison des sports et de la jeunesse de Draguignan.



• Turquie

VIVE LE PARTI OUVRIER ET PAYSAN DE TURQUIE ! (TIKP)

Le 31 janvier dernier, s'est tenue à Ankara une conférence de presse au cours de laquelle a été annoncée la création d'un nouveau parti, le Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP). Le journal « Halkin Sesi » a publié un long compte-rendu de cette conférence de presse ; la presse bourgeoise turque s'est aussitôt fait l'écho de l'événement, salué également aux quatre coins du monde par le Mouvement communiste international.

Le programme de ce nouveau Parti, dont le nom même indique clairement la nature de classe, c'est la révolution nationale et démocratique en Turquie, la lutte

pour l'indépendance et la démocratie en Turquie, la lutte pour l'indépendance et la démocratie, première étape vers la réalisation de la « société sans classe ».

Le président du nouveau parti est le camarade Dogu Perincek. On se souvient qu'en 1972-74, ce militant avait été emprisonné, avec des centaines d'autres camarades, inculpé d'appartenance à un Parti clandestin, le Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIKP), et même accusé d'en être le président. Et face à ses tortionnaires, il avait fièrement clamé son appartenance au parti interdit.

L'HÉRITIER D'UNE LONGUE TRADITION

Le nouveau parti a derrière lui la longue tradition du mouvement prolétarien en Turquie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si sa création a été annoncée 58 ans jour pour jour après la fondation du Parti communiste de Turquie (TKP), dont la direction avait été usurpée en 1951 par une poignée de révisionnistes.

La création de ce parti légal vient aussi après huit années de lutte des militants marxistes-léninistes du TIKP, créé dans la clandestinité le 21 mai 1969.

La constitution de la république turque interdit l'existence légale d'un parti

qui se réclame explicitement du marxisme-léninisme et inscrit sur ses drapeaux l'objectif du socialisme et du communisme. Cependant un travail égal est possible, même sur le plan organisationnel, et depuis soixante ans, les révolutionnaires prolétariens ont toujours su combiner lutte légale et lutte illégale.

Pour ne prendre qu'un exemple : la revue « Aydinlik » a pu paraître légalement de 1968 à 1971. Des sont interdiction en mars 1971, le journal « Safak » prenait le relais dans la clandestinité. En 1974, « Aydinlik » a été ré-autorisée, puis ré-interdit, pendant quelques mois. Depuis 1975, il a pu sortir régulièrement mé-

me si ses rédacteurs et ses diffuseurs sont soumis à un véritable harcèlement de la part des forces de répression. En mars prochain, « Aydinlik » sera quotidien et reflètera le ligne du TIKP.

UTILISER AU MAXIMUM LES POSSIBILITÉS LÉGALES

Dans la période actuelle, il existe des possibilités réelles d'un large travail égal. Cela tient avant tout à l'essor du mouvement populaire pour l'indépendance et la démocratie. Mais cela tient aussi à la crise profonde des classes dominantes, qui montrent chaque jour davantage leurs divisions et leur incapacité à prendre en main le destin du pays, à

la fois face aux superpuissances qui exercent sur elles de multiples pressions, et face au peuple qu'elles voudraient bien saigner à blanc mais qui ne se laisse plus faire. Et cette crise se manifeste par une instabilité politique permanente : depuis une dizaine d'années, les gouvernements se sont succédés, et aucune politique suivie n'a pu être menée.

La création du parti légal vise à permettre une exploitation maximale de ces possibilités, sans pour autant que nos camarades de Turquie renoncent aux formes d'organisation et de lutte clandestines qu'ils ont su développer avec succès depuis bientôt neuf ans.

• Tunisie

Vingt-deux personnes ont encore été récemment jugées et condamnées pour leur participation aux événements du 26 janvier dernier. Les peines infligées vont de six mois à deux ans de prison. Ils étaient poursuivis pour attroupement et manifestations sur la voie publique, atteinte à la dignité des membres du gouvernement, etc.

Ces nouvelles condamnations portent à quelque 180 le nombre de personnes (en majorité des jeunes) qui ont été condamnées par les tribunaux de la capitale et de villes de Kairouan et Kasserine, depuis le 26 janvier.

• USA

Pour la première fois de son histoire, la firme automobile Ford a réalisé plus d'un milliard de dollars de bénéfices en 1977, sur un chiffre d'affaires également record (37,8 milliard de dollars) en augmentation de 37,8 % par rapport à 1976. Ford est le deuxième constructeur automobile des USA derrière General Motor qui lui, a fait un bénéfice net

de 3,3 milliards de dollars. Ces quelques chiffres sont parlants, ils nous montrent ce que veut dire la crise pour les grands capitalistes qui en profitent pour arrondir leurs fortunes.

Pour les travailleurs, par contre, le chômage est toujours là, il ne fait que s'aggraver ; on le voit, ce sont eux qui font les frais de la crise dont sont responsables tous les capitalistes.

• Chine-Japon

La Chine et le Japon ont signé jeudi à Pékin un accord commercial à long terme qui prévoit l'échange de pétrole et de charbon contre des équipements technologiques japonais. Cet accord est le plus large que la Chine ait conclu avec un pays du second monde, il prévoit un volume d'échange de 20 milliards de dollars dans les huit années à venir entre les deux pays.

Dans le même temps, les négociations se poursuivent pour la conclusion d'un traité de paix entre

les deux pays. Tous deux sont déterminés à accélérer la conclusion de l'accord.

• Allemagne de l'Ouest

Les députés viennent d'adopter par une voix de majorité une loi anti-terroriste. Ce projet prévoit notamment d'autoriser la police à fouiller des immeubles entiers et de garder à vue pendant douze heures des personnes non-suspectes, mais démunies de papiers d'identité. Il prévoit également la possibilité d'exclure les défenseurs de « terroristes » sur simple présomption de complicité. Il s'agit donc de légaliser une pratique qui existait et cette loi servira à renforcer la répression qui sévit actuellement.

Toutefois, il reste à ce que la loi soit votée par la chambre des Länder avant d'être définitivement adoptée. Un texte qui est passé de justesse car l'opposition chrétienne-démocrate a voté contre ce projet, le jugeant trop timide.

• RHODESIE

UNE TRAHISON POUR LE PEUPLE ZIMBABWE

Un accord vient d'être conclu en Rhodésie sur les principes généraux d'un « plan de règlement interne » entre le gouvernement raciste de Smith et l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole et une organisation se nommant l'« Organisation unifiée des peuples du Zimbabwe ».

Cette opération est une vaste fumisterie tendant à faire croire que maintenant, les Noirs auront le pouvoir en Rhodésie. Dans un premier temps, il y aurait formation d'un gouvernement intérimaire avec la présence de quatre ministres noirs mais ils n'auront pas le droit de voter, n'ayant pas été élus ! Il est également prévu que des élections auront lieu et là, 28 sièges sont réservés d'office aux Blancs. Apparemment, cet accord peut sembler être un progrès. En fait, c'est une tentative pour liquider la lutte armée menée par les nationalistes du Front pa-

triotique qui veulent que le pouvoir soit effectivement aux mains de la quasi-totalité de la population noire, et que les colons racistes qui font régner la terreur dans le pays soient définitivement mis en déroute.

Cette lutte armée est d'une grande ampleur, elle représente les aspirations de tout le peuple du Zimbabwe.

Cet accord conclu par les collaborateurs du gouvernement raciste de Salisbury, constitue une véritable trahison.

Les États-Unis et la Grande Bretagne eux-mêmes sont sceptiques quant à cet accord, car il ne prend pas en compte les réelles forces nationalistes et ils savent bien que ce nouveau gouvernement n'arrêtera pas la guérilla, non pas que ces deux pays impérialistes soient pour la poursuite de la lutte armée, mais simplement ils sont conscients du rapport de forces dans

ce pays. Ils savent aussi que la lutte armée se poursuit, elle remporte la victoire sur les racistes et ses collaborateurs et qu'ils y perdront des intérêts.

L'Afrique du Sud a au contraire applaudi à cet accord et continuera à soutenir la Rhodésie, soutien indispensable à ce pays qui serait privé sans cela de pétrole, d'armes, etc.

Mercredi, dès l'annonce de l'accord l'un des présidents de « Front patriotique », J. Komo, a fait savoir qu'il condamnait cet accord et que la guérilla allait se poursuivre.

Le lendemain, R. Mugabe, l'autre président du Front patriotique, a qualifié de « trahison de la lutte du peuple du Zimbabwe ». Il a ajouté que les nationalistes africains poursuivaient la lutte contre les régimes racistes jusqu'à la victoire finale.



● Dourdan (Essonne) Expropriation pour créer une «base de loisirs»

Depuis plusieurs années, existe dans les tiroirs de la municipalité de Dourdan, un projet de création de base de loisirs (nautique). Si ce projet se réalise, loin d'en bénéficier, ce sont les travailleurs qui vont en subir les conséquences. Ainsi, le projet prévoit des activités tels que Canoë-kayak, vol à voile, etc. qui vont s'étendre sur 210 ha et qui aura pour conséquences, des expropriations de terres cultivables et des habitations.

Pour éponger le déficit de fonctionnement, les impôts locaux augmentent de 10 à 20 % (exemple de la base d'Étampes à 15 km). De plus, du point de vue écologique, risque d'un mini-climat avec le bassin, perturbation de la faune.

La base de loisirs nautiques ne correspond pas aux besoins urgents des Dourdannais (travail, équipement sociaux et scolaires). En vérité, ce projet ne profite qu'au rapace local Ceccaldi (apolitique mais qui soutient la majorité). Maire, en effet, est PDG de la Seméaco, société chargée d'effectuer les travaux, en plus conseiller général de l'Es-

sonne (récemment sénateur) et conseiller d'assurances. Il sait d'avance que la base va lui rapporter de substantiels contrats. Tout Dourdan est assuré par ses «soins».

Inutile de dire que les affaires marchent bien. Son fils, architecte, lui, tire des plans...

Ceccaldi a fait main-basse sur la ville!

Quant à la fausse gauche, (PCF-PS), ils sont au courant maintenant. (élections obligent!) mais ne proposent rien de concret pour s'y opposer, sinon d'appeler la population à signer le cahier des charges à la mairie...

Il faut dire aussi que le Conseil général de l'Essonne majorité PC-PS, accepte de financer à 75 % dans la limite où le déficit ne dépasserait pas 20 000 F!

Comme on peut en juger une telle position cautionne la réalisation de la base nautique!

Un comité de défense du site s'est créé, regroupant les expropriés, la lutte s'engage! Non aux expropriations! Non à la base de loisirs!

Correspondant HR

Au meeting des handicapés

CONTRE LA LOI D'ORIENTATION CONTRE LES PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE

Environ deux cents handicapés, essentiellement des jeunes, assistaient au meeting organisé par plusieurs organisations d'handicapés. Au centre de ce meeting, la loi d'orientation et l'attitude des partis politiques à propos de cette loi.

Les orateurs ont indiqué le caractère répressif, ségrégationniste de cette loi, qu'elle renforçait l'exploitation des handicapés, qu'elle constituait pour eux une loi d'exception les privant de toute liberté, leur ôtant toute maîtrise sur leur vie, sur leur travail. Ils ont indiqué que cette loi était en effet contraire pour les handicapés devant recourir à une aide de l'État, c'est à dire les pauvres, et que les handicapés riches qui n'ont pas besoin de cette aide y échappaient. Dans notre édition bimensuelle prochaine, nous y reviendrons avec plus de détail.

Les orateurs ont non seulement fait le procès du gouvernement mais aussi, dans une intervention particulière, le procès des partis de gauche. Le PS a voté cette loi à l'Assemblée. Le PCF lui, s'est abstenu, mais n'a pas voté contre.

Le projet de ces deux partis en ce qui concerne les handicapés, vise non pas à supprimer les ghettos



actuels, mais à les développer et à les perfectionner. Telle était la ligne du Programme commun, telle est celle du Programme commun actualisé.

Ainsi donc, ces organisations d'handicapés n'attendent rien de la droite ni de la gauche.

« Il n'y a pas de droite capitaliste et de gauche socialiste, mais deux sortes de gardes-chiourmes », ont-elles déclaré.

Elles ne donnent aucune consigne de vote.

Annonces de l'UOPDP

**union
ouvrière
et paysanne pour la
démocratie prolétarienne**
**Bons de soutien
minimum 5 F**

ADRESSE DU COMITÉ D'INITIATIVE NATIONALE
5, RUE JEAN ROBERT, 75014 PARIS

Demandez et diffusez la vignette de soutien!

Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Envois à : Jean-Louis RABOUTET
No 42 121 U.
Agence GN 874 du Crédit Lyonnais
Centre commercial du « Luth »
92230 Gennevilliers

2 affiches de l'UOPDP

Des affiches de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne sont disponibles. Elles comportent des bandeaux non-imprimés qui permettent d'y inscrire du texte (heure et lieu de meeting par exemple). Ces affiches sont utilisables pour les panneaux électoraux.

Par ailleurs, les affiches-textes pour les panneaux électoraux sont également disponibles. Passez vos commandes!

RECTIFICATIF

Nous avons annoncé, par erreur, que le meeting régional de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne à Lille avait lieu à 20 h. En fait, ce meeting aura lieu à 17 h, salle du Conservatoire, place du Concert.

Comment espionner les travailleurs

Attention.
Vous avez peut-être vu dans les journaux l'annonce d'un certain personnel de votre entreprise à l'adresse de tel ou tel particulier.
C'est le résultat d'une campagne de recrutement de la part de votre entreprise.
Vous savez que les renseignements personnels sont très utiles à l'entreprise.
C'est pourquoi elle cherche à connaître vos habitudes, vos goûts, vos loisirs, vos opinions.
C'est pourquoi elle cherche à savoir où vous habitez, où vous allez, ce que vous faites.
C'est pourquoi elle cherche à savoir ce que vous pensez, ce que vous faites, ce que vous voulez.
C'est pourquoi elle cherche à savoir ce que vous faites, ce que vous voulez, ce que vous pensez.

Un lecteur nous a communiqué cette publicité d'un genre peu courant. « Comme on le voit, écrit notre correspondant, il s'agit d'une campagne de promotion pour des produits tels que les maillots truqués, écoutes téléphoniques miniaturisées, micro HF. Tout ce matériel peut être camouflé facilement dans n'importe quelle salle d'une entreprise, dans les transports en commun, etc.

Qui espionner? Le prospectus est clair : les contremaîtres, ouvriers, employés. Espionner quoi? Les activités syndicales, politiques, mais aussi surveiller les temps morts, etc.

Ces gadgets sont même en contradiction avec la légalité bourgeoise actuelle précise notre lecteur, mais non l'emploi.

Evidemment, sur l'enveloppe, il y avait la mention « Personnelle ».

Chômage et prestidigitation ...

Cinquante mille chômeurs ont brutalement disparu en janvier, comme par enchantement. En effet, les statistiques gouvernementales indiquent que le nombre des chômeurs est inférieur depuis janvier à un million. La raison de la disparition de ces chômeurs c'est la proximité des élections. Celles-ci à mesure qu'elles approchent, ont le pouvoir de faire disparaître les chômeurs.

Pour parvenir à ces résultats totalement falsifiés, le gouvernement a recours à un nombre toujours croissant de truquages destinés à faire disparaître des disparaitre des statistiques un nombre toujours plus grand de chômeurs.

Parmi ceux-ci, il y a d'abord le fait qu'un chômeur refusant au bout de trois mois d'inscription à l'ANPE un stage-formation ou n'importe quel emploi, est rayé des listes.

D'autre part, les jeunes au chômage et en voie d'incorporation, ne sont pas comptés, ni ceux qui atten-

dent un travail assuré. En janvier, le gouvernement a généralisé une nouvelle méthode consistant à ne comptabiliser dans les statistiques les chômeurs que quinze jours à trois semaines après qu'ils se soient inscrits à l'agence pour l'emploi.

Tels sont quelques uns des truquages de Beullac, pour faire diminuer le chiffre du chômage.

Ces statistiques officielles qui comptent seulement 991 000 chômeurs pour janvier, sont même implicitement infirmées par le directeur de l'INSEE qui a indiqué lui, dans une lettre à ses services, que l'effectif des chômeurs est resté stationnaire en janvier. Tous les syndicats, et Bergeron lui-même indiquent qu'il y a un truquage et que le chômage a augmenté en janvier (de 4 % pour Bergeron par rapport à décembre dernier, et de 25 % par rapport à janvier 1977 d'après la CFDT).

En fait, il n'y a pas de chômeurs en France mais des «demandeurs d'emploi».



• Papeteries de Bretagne-Rennes

La collecte des vieux papiers a remporté un plein succès

Depuis trois mois, les travailleurs des Papeteries de Bretagne occupent leur usine mise en liquidation. Ils entendent lutter jusqu'au réemploi des 125 travailleurs et au redémarrage de l'usine. L'usine fabriquait du papier à partir de papiers de de cartons de récupération. Aussi, les travailleurs viennent d'organiser une collecte de vieux papiers afin de développer la solidarité à leur égard.

En une semaine, c'est au total plus de 300 tonnes de papiers et de cartons qui ont été récupérés et transportés aux Papeteries, qui n'en attendaient pas plus de 40 tonnes.

La population s'est mise à trier ses papiers et à faire des paquets. Plus même, elle se servit de voitures particulières et paya l'essen-

ce pour venir, parfois de la campagne, jusqu'à l'usine. Le camion prêté par les services techniques de la ville a convoyé sans relâcher et contribué à ce magnifique résultat. Un succès qui en dit long sur ce que la population pense de la fermeture des Papeteries et des 125 licenciements, elle n'en veut pas ! Les travailleurs qui occupent leur usine peuvent être convaincus qu'ils ne sont pas isolés et qu'ils sont soutenus.

Au cours de la conférence de presse qu'elle avait tenue le 24 janvier dernier, la CFDT avait indiqué qu'il lui fallait faire la preuve que la récupération suffisait à faire travailler l'usine. Elle rappelait qu'au moment où les 125 licenciements s'abattaient sur les Papeteries, le ministre d'Ornano investis-

sait 40 milliards dans un institut de sélection des matières récupérées. Elle montrait par là qu'il était illusoire de compter sur le baratin officiel pour sauver les 125 emplois. A titre d'exemple, elle citait la proposition du pouvoir, visant à faire imprimer le « Journal officiel » sur du papier fabriqué à partir de la récupération : les Papeteries ont évidemment proposé leur candidature et n'ont à ce jour pas reçu de réponse. Si d'Ornano a investi 40 milliards, on peut être sûr que le « Journal Officiel » ne viendra pas de lui-même dans la poche des travailleurs !

Si la collecte de vieux papiers constitue un plein succès, qui renforce la volonté de lutte des travailleurs, beaucoup reste à faire, en comptant sur la solidarité de la classe ouvrière et de toute la population. Elle est indispensable pour que la lutte des travailleurs des Papeteries puisse se développer jusqu'à obtenir le redémarrage de l'usine et le réemploi des 125 travailleurs.

Pas un seul licenciement ! Pour vivre et travailler au pays, vive la lutte des Papeteries de Bretagne.

Correspondant HR

• Nantes

Les pompiers en grève depuis un mois et demi

Cela fait bientôt un mois et demi que les pompiers de Nantes ont engagé la lutte contre la municipalité pour obtenir :

- La diminution du temps de travail
- L'augmentation des effectifs.

- La construction des casernes périphériques. Les pompiers font 84 heures en moyenne par semaine. Ils revendiquent 56 heures par semaine. La réduction du temps de travail implique bien entendu l'embauche de nouveaux sapeurs.

Les pompiers de Nantes desservent aussi les communes environnantes (Regé, Bougenais, etc.). Ce qui a pour conséquence le non-respect des normes de sécurité. Etre à 10 mn du point d'intervention, 243 pompiers pour une population de 350 000 habitants alors qu'il faudrait un pompier pour 1 200 habitants. C'est une histoire entre mairies : par exemple, la ville de Rezé paye pour être couverte par les pompiers de Nantes mais cela lui revient moins cher que d'avoir son propre corps de sapeurs.

La lutte : actuellement, pour faire pression sur la

mairie, les pompiers essaient de populariser leur lutte en se promenant en ville avec leur camions déguisés avec des banderoles et de la peinture tout en faisant marcher leurs scieries. Pendant un certain temps, ils ont débrayé deux heures par jour et refusé de se présenter à l'appel du matin, mais ils ont arrêté cette forme d'action qui se révélait complètement inefficace.

Ils ont manifesté en tenue par trois fois. A ces occasions, ils ont occupé la mairie par deux fois durant deux heures environ. Ils y ont aussi fait un piquetique dans la cour. Cette municipalité d'« Union de la gauche » trouve toujours de bons prétextes pour ne pas satisfaire les justes revendications des sapeurs. Et pourtant, Chevard, maire socialiste, élu en 1976, s'était engagé avant les élections à augmenter les effectifs et à réduire le temps de travail.

Il faut aussi parler de l'attitude des pontes CGT qui proposent une trêve de huit jours de l'action avant d'engager des négociations qui sont actuellement bloquées. Cette trêve a été refusée par la majorité des pompiers. Les pontes de FO ne valent pas mieux puisqu'ils

ont quitté le mouvement. D'ailleurs CGT et FO sont d'accord sur une chose : ne pas respecter les décisions prises en assemblée générale (cinq ou six depuis le début du conflit. Cette attitude pose problème à leurs adhérents puisqu'ils ne suivent pas tous et que certains vont même se syndiquer ailleurs.

Aux dernières nouvelles, la CFDT essaie d'étendre le mouvement au niveau régional et national en intersyndicale. Si ce n'est pas possible, vue l'attitude attentiste de la CGT, certains sapeurs pensent créer un comité de défense regroupant syndiqués et non-syndiqués pour continuer la lutte.

Conclusions : les pompiers en font l'expérience : gauche-droite, tout ça, c'est du même tabac ! avant les élections, des promesses, des promesses. Après les élections, tout s'en va en fumée ! Encore une fois, la preuve est faite que nous n'avons rien à attendre des politiciens de droite comme de gauche. Seule, la lutte classe contre classe fera aboutir les justes revendications des pompiers.

Soutenons leur lutte !

• Montreuil-Lanoue

DES DIRIGEANTS DE LA CGT EXPULSES PAR LES RESIDENTS DU FOYER SONACOTRA



Les dirigeants de la CGT veulent tenir leur réunion dans le foyer. Les résidents s'y opposent. Parmi eux, un ponton cravaté qui a signé l'accord avec la direction de la Sonacotra.



Un travailleur français du foyer, membre de la CGT, s'adresse très ému au dirigeant de la CGT : « Je suis à la CGT. Je n'accepte pas ce que vous faites, c'est une véritable trahison ».

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Ni gauchistes Ni petits bourgeois !

(Suite de la page une)

Encore un argument fréquent dans la bouche de militants du parti révisionniste, qui sont convaincus et sincères : « Vous faites le jeu de la droite ! » disent-ils à nos camarades.

Il importe d'expliquer patiemment à ces travailleurs que ce sont leurs dirigeants et leur parti qui ont fait le jeu de la droite, en deux temps. Premier temps : ils ont bercé d'illusions leurs militants et les masses avec la farce électorale de l'Union de la gauche, assurant ainsi la possibilité pour les capitalistes de recourir une fois de plus à l'emploi des politiciens sociaux-démocrates pour se sortir de la crise. Second temps : par la rupture de l'accord électoraliste de cette union de circonstance, leur parti et le Parti socialiste ont créé toutes les conditions voulues pour assurer une nouvelle victoire des partis de droite. Le peuple français, les travailleurs, les électeurs de gauche sincères ont été trompés.

Quant à nous, fidèles aux enseignements du marxisme-léninisme, nous continuons la lutte classe contre classe, telle que sut la pratiquer pendant de longues années le Parti communiste français, en un temps où ses dirigeants ne l'avaient pas encore conduit dans l'impasse du révisionnisme moderne.

Un vieux membre du PCF de Port-de-Bouc, sur le marché de cette ville, nous a déclaré : « Votre ligne, c'est la même que celle que nous avions autrefois ! ».

Les attaques actuelles de Marchais contre Mitterrand ne doivent pas faire oublier le fait que c'est la politique qu'il a impulsée qui a abouti à la remontée spectaculaire de l'influence du Parti socialiste, parti de la bourgeoisie réformiste depuis toujours !

En effet, camarade, c'est la ligne ni « gauchiste » ni « petite bourgeois » que défendait jadis le parti de Marcel Cachin, de Pierre Semard, de Gabriel Péri, d'André Marty et de tant d'autres et que soutenaient avec enthousiasme les ouvriers, les paysans pauvres, tous les prolétaires et révolutionnaires authentiques.

C'est la ligne du prolétariat qui veut la révolution socialiste et qui saura refaire son unité de classe pour la préparer le plus efficacement et le plus rapidement possible.

Jacques JURQUET ancien militant du PCF de 1943 à 1964

Syndicat des journalistes Mise en garde

La section parisienne du Syndicat national des journalistes (SNJ) s'est réunie en assemblée annuelle la semaine dernière.

Le SNJ parisien a dénoncé « le quadrillage des réclames et l'encadrement de l'information ». Ce syndicat avait déjà publié un livre blanc dénonçant les pressions des politiciens de droite et de gauche contre les journalistes de FR 3.

La section parisienne a mis en garde ceux qui seraient tentés de croire que le syndicat pourrait modifier son comportement au lendemain des élections. Ce qui veut dire que quelque soit le résultat des élections, que la droite se maintienne ou que la gauche passe, le SNJ devra continuer pour la liberté de l'information.

• Villeurbanne

Le PSU est à vendre Le PCF est acheteur (suite)

Dans le cadre de sa rivalité avec le PS, le PCF a décidé de se désister dans certains endroits pour des candidats gaullistes (de gauche) ou PSU.

A Villeurbanne, le PCF soutiendra, y compris financièrement, la campagne du candidat du Front autogestionnaire (PSU, Mouvement non-violent, et quelques écologistes) pour récupérer le plus grand nombre de voix contre Henu, membre dirigeant du PS.

Le fait que les dirigeants du PSU acceptent de se faire financer par le PCF pose des problèmes aux militants PSU de base. On les comprend...

• Alsace

Crise au sein du PS

Comme nous l'avons annoncé précédemment, le PS d'Alsace vient de subir une scission. Les dissidents sont membres de la minorité du PS, le CERES.

Ces militants viennent de créer un petit groupe autonome : « Initiative socialiste » qui se déclare en accord avec la ligne du CERES, « à mi-chemin entre le PCF et le PS ».

Même si cette rupture ne se fait pas sur des bases claires politiquement, c'est au moins la preuve que la polémique actuelle de la gauche divisée pose des problèmes au sein des ces partis.

• Lozère

Crise au sein du PCF

Dans la circonscription de Marvejols, petite ville de Lozère, le PS et un nombre important de militants et cadres responsables du PCF ont décidé de présenter une candidature commune de la gauche aux élections, le maire de Marvejols.

La fédération du PCF de Lozère maintient jusqu'à ce jour son propre candidat face au maire de Marvejols. Mais les contradictions au sein du PCF local se font violentes.

Pour le PCF non plus, l'impasse de la division de la gauche ne va pas sans poser de problèmes aux militants...

• Grande-Synthe

Maire PS raciste

A Grande-Synthe, dans la banlieue ouvrière de Dunkerque, le maire PS vient de décider de refuser toute nouvelle attribution de HLM aux immigrés sur le territoire de la commune.

Il y a à Grande-Synthe, qui est un peu la cité-dortoir d'Usinor, 18 % de travailleurs immigrés.

Consultés sur cette mesure raciste de la mairie PS homogène, les dirigeants du PCF local gardent le plus grand silence. Eux, si forts pour dénoncer Mitterrand quand cela les arrange, ne dénoncent pas cette décision discriminatoire.

• Reims

Discuter de nos propositions

La réunion-débat organisée vendredi dernier par l'Humanité rouge, sur la situation sociale et politique actuelle et les élections, outre le riche contenu des interventions, a permis de discuter des propositions des communistes marxistes-léninistes.

Le contenu et les objectifs de l'Union ouvrière et paysanne ont été présentés par un ouvrier de Schlumberger, candidat dans la 1^{re} circonscription de la Marne. Cette soirée a été également placée sous le signe de la nécessité de l'unification des marxistes-léninistes en un seul parti.

Le débat a surtout été animé par de jeunes travailleurs, qui posaient des questions sur l'armée : faut-il faire son service militaire ? Que faire à l'armée ? etc. Partout où ils se trouvent, les marxistes-léninistes ont pour tâche de se préoccuper des conditions de vie des masses, de leur apporter des explications et de les organiser. L'armée ne saurait faire exception, étant le principal pilier de la dictature de la bourgeoisie.

Vendredi dernier, les dirigeants de la CGT de Montreuil et des membres de la cellule locale du PCF ont voulu tenir une réunion dans le foyer Sonacotra de Montreuil Lanoue pour expliquer leurs positions face à la lutte.

Une soixantaine de résidents et des membres du comité de soutien présents ont pris cette réunion comme une véritable provocation. Ils ont demandé l'annulation de cette réunion, les dirigeants de la CGT ont refusé, les résidents du foyer les ont alors « balayés » du foyer en scandant : « Sonacotra cèdera », « Dehors les traîtres aux immigrés », « Français-immigrés, une seule classe ouvrière », « Union, action, programme coordination ».

Ensuite, dans une assemblée générale, ils ont expliqué longuement le but de leur action aux nouveaux résidents du foyer ; ils ont expliqué que, dans leur longue lutte contre la Sonacotra, la direction de la CGT et du PCF les ont toujours trahis et poignardés dans le dos, ils ont indiqué qu'ils ont toujours lutté pour l'unité Français-immigrés et que la CGT et le PCF s'y sont toujours opposés, allant même jusqu'à essayer de semer la division et casser la lutte en négociant foyer par foyer. Ces explications ont été comprises et longuement applaudies par les résidents présents. Nous reviendrons dans une prochaine édition sur cette lutte importante.



Les membres du foyer rappellent aux dirigeants CGT qu'ils n'ont rien obtenu qu'un balai pour les résidents et... les repoussent dehors avec un balai.



Les diviseurs CGT pieux et rageurs se retrouvent expulsés à l'extérieur du foyer.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

DIJON UN DEVELOPPEMENT DES LUTTES DANS LES ENTREPRISES

La région de Dijon est marquée par un important secteur tertiaire commercial et administratif (par exemple près de 2 000 employés de Sécurité Sociale) et universitaire (environ 13 000 étudiants). Il n'y a pas de très grandes usines, mais un certain nombre d'usines moyennes de 500 à 2 000 ouvriers (Société Bourguignonne d'Applications plastiques, Amora, FRLE, Bourgogne-Electronique, SEB, OREGA, Peugeot, Manufacture des Tabacs) et de nombreuses petites entreprises (alimentation, bâtiment C'est un centre ferroviaire important (environ 9 000 cheminots sur les quatre départements de la région de Dijon). L'agriculture en Côte-d'Or est assez diversifiée. Dans les environs immédiats de Dijon, il y a un nombre important de paysans moyens et quelques paysans riches dont un des plus beaux fleurons est Remond, notable de la FDSEA pendant des années et maire socialiste de Quetigny, et Delatte, président de la caisse nationale du crédit agricole.

La situation politique

La Côte-d'Or était traditionnellement dominée par les « Indépendants et paysans » parti du feu chanoine Kir, l'ancien maire de Dijon, s'appuyant sur les notables de la moyenne bourgeoisie. Sur les autres députés de la Côte-d'Or, il y a deux RPR, un indépendant, un radical nuance rose pâle, Le député-maire de Dijon, Pougade, est spécialisé dans la démagogie écologique et les sourires tout-venant, ce qui ne l'empêche pas, par exemple d'avoir fait expulser les habitants du bidonville en 1977 pour les faire enfermer au foyer Marceau alliant à ce moment les caractéristiques d'un taudis et d'une prison. Ce libéral vient aussi de faire interdire que se tienne un stand au festival des travailleurs immigrés sur le marché de Dijon.

A l'heure actuelle, le patronat essaie d'implanter des syndicats fascistes ayant abandonné le masque trop voyant de la CFT pour celui plus rassurant de FO dans certaines entreprises, notamment Peugeot.

Sur Dijon, la gauche est marquée par une prépondérance électorale qui se traduit au niveau syndical par un rapport de force CGT-CFDT plus à l'avantage de cette dernière qu'au niveau national. Le PS est cependant très peu implanté en tant que tel dans les entreprises. Le PCF a des positions fortes mais remises en question dans quelques secteurs : PTT, SNCF, vieilles boîtes de la métallurgie. Il s'est développé ces dernières années dans les milieux d'enseignants (il contrôle la FEN locale), d'étudiants-lycéens. L'ex-Union de la gauche a gagné la plupart des municipalités de la banlieure dijonnaise avec une dominante de notables socialistes comme Carraz et Vouillot, les candidats aux législatives du PS sur Dijon.

Les luttes à Dijon

La région de Dijon qui a une réputation de relatif calme social a connu en fait

depuis ces dernières années un développement des luttes ; parmi celles-ci, nous en citerons cinq particulièrement intéressantes.

SEB : en 1972, les travailleurs de la SEB, boîte « modèle » de paternalisme, occupent l'usine pendant quinze jours. C'était la première grève depuis 1936...

En novembre 1973, le patron veut prendre sa revanche en essayant de licencier Bernard Zabattini, délégué CFDT. Une manifestation combative a lieu devant l'usine dans la petite ville de Selongey. Les marxistes-léninistes participeront activement à l'organisation de la solidarité avec les grévistes et à la campagne contre le licenciement de Zabattini. Les révisionnistes de la CGT refuseront tout soutien contre la répression et colleront même à l'usine des affiches appelant à se désolidariser du délégué licencié.

HOOVER : C'est une boîte où la CFT a longtemps été le syndicat unique. En 1975, se monte une section CFDT puis une section CGT. En octobre 1975, à l'annonce de 300 licenciements, séquestration de la direction à l'initiative de la CFDT sur le mot d'ordre « pas un seul licenciement » Les licenciements sont repoussés car l'État donne de l'argent aux patrons. En mars 1976, grève de 10 jours avec occupation pour une augmentation de salaires uniformes et le refus de nouvelles classifications dans la métallurgie. La grève s'est effritée et on n'a pas obtenu grand chose. Puis c'est les 300 licenciements avec une grosse répression sur les militants combattifs et en agitant la carotte des 90 % pour licenciement économique. Fin 1977 il y a 2 débrayages massifs qui font reculer la direction qui veut licencier deux travailleurs sous le prétexte de « introduction de boissons alcoolisées sur le lieu de travail » (1 litre de rouge pour casser la croûte).

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE : La grève de la BE en mars avril 1976, l'une des boîtes les plus importantes de la région a duré cinq semaines. Elle a eu un caractère exemplaire par ses formes de luttes : occupation de l'usine, création d'un comité de grève, assemblées générales, patrons « retenus » par les grévistes. Elle a donné lieu à un important mouvement de solidarité, à des manifestations combatives. Elle permettra certains reculs de la direction. Mais aidés par la trahison de certains délégués

CGT votant pour un licenciement au CE, la direction licencie 26 grévistes. A la suite d'une longue bataille de procédure et de mobilisation, 7 seulement d'entre eux, protégés par un mandat de délégués du personnel, seront réintégrés.

FRLE : cette boîte a eu longtemps, elle, aussi, pour syndicat unique la CFT. Cependant, quelques militants y ont monté une section CFDT qui a engagé la lutte par des débrayages par postes en février 1977, puis par la grève totale avec occupation en mars. Les grévistes seront expulsés par les flics, ce qui donnera lieu à une importante manifestation de protestation.

SEMA : cette lutte a été particulièrement courageuse. La SEMA, c'était une boîte d'embouteillage et commerce de vins,



HOOVER : Des membres de la direction forcent le piquet de grève.

groupant vingt salariés payés avec des salaires de misère, des conditions de travail dégueulasses, aucun respect des conventions collectives. Les travailleurs ont tenu trois semaines faisant le piquet de grève tous les matins en avril 1977 et obligeant finalement le patron à céder. Celui-ci devait pourtant se venger en licenciant, en juillet, 12 travailleurs sous prétexte de modernisation. La lutte de la SEMA reste

pourtant un modèle pour les travailleurs des nombreuses petites et moyennes entreprises du coin.

Les marxistes-léninistes participent activement aux luttes des travailleurs et à leur soutien. Ils ont aussi souvent été à la tête de luttes antiracistes pour exiger le relogement des habitants du bidonville, pour dénoncer les foyers prisons pour immigrés.

Les candidats de l'Union

ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

1ère CIRCONSCRIPTION : Agnès Salomon, candidate titulaire, mariée, un enfant, ouvrière à Bourgogne électronique. Elle a participé activement à la grève de 1976. Mise par la direction sur la liste des licenciés pour fait de grève, elle a été maintenue à son poste et a lutté au pied à pied contre les idées défaitistes pour faire réintégrer les quinze autres camarades non

protégés. Dans son syndicat, elle défend les intérêts des travailleurs et lutte contre la soumission aux partis de gauche.

Aleth Causeret, suppléante, 25 ans, mariée, d'origine paysanne, infirmière au CHR. Il y a au CHR 3 000 travailleurs, dont 80 % de femmes. Aleth mène la lutte politique et syndicale pour vaincre l'isolement et la division.



2e CIRCONSCRIPTION : Paul Garrigues, candidat titulaire, 25 ans, marié, un enfant. Il a commencé à militer dans le mouvement lycéen après 1968. Il participe à l'organisation de grèves dans les lycées et CET de la région, à la création de comités d'action. Il travaille ensuite, à partir de 1971, dans le bâtiment comme maçon et aide à monter plusieurs sections syndicales (Jouannoy, SOBECA) contre un patronat particulièrement rapace et antisindicaliste. Il participe à la lutte de ligne dans son syndicat pour qu'il n'appelle pas à voter Mitterrand en 1974. Il milite dans les comités de soutien aux travailleurs immigrés et un comité d'ac-

tion contre la circulaire Fontanet qui organisent plusieurs manifestations et une propagande antiraciste.

Après avoir été licencié, il travaille comme manutentionnaire à la SNCF. Il participe à la grève de mars 1976, où les cheminots arrêtent les trains en gare de Dijon-ville. Il a joué un rôle actif dans l'organisation de grèves locales, contre des suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail en août et septembre derniers. Il est délégué du personnel.



Serge Grappin : suppléant, 29 ans, enseignant en CES. Il participe à la remise en cause du contenu de l'enseignement bourgeois sur des positions de classe. Il lutte contre la réforme Haby par le boycott actif des stages de formation et impulse le refus collectif d'application de la réforme.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978



Les femmes contre les politiciens vereux

A l'émission « L'événement » sur Antenne 2, une brochette de politiciens est rassemblée face à quelques téléspectateurs triés sur le volet. Il y a là Guéna, Soissons, Marchais, Estier. Et voilà qu'à un moment donné une question porte sur l'attitude des partis envers les femmes. Dilligent, représentant du CDS, lève les bras au ciel, effaré : « Mais je ne sais pas, moi, j'ai apporté mes statistiques... Je ne savais pas qu'on allait parler de ça. »

Le journal « F comme Femmes » cherche à joindre Chirac pour une interview sur le RPR et les femmes. Au bout d'une semaine de siège tout ce qu'il obtient de son porte-parole, c'est : « Vous savez qu'il y a des questions plus importantes à poser à Monsieur Chirac que ça ! Maintenant si vous vous intéressez à l'organisation de l'arbre de Noël de la Ville de Paris, on vous répondra... »

Il faut l'avouer, ces deux-là datent un peu. Il y a quelques temps déjà que les partis traditionnels ont mis leur propagande au goût du jour et parlent de « ça ». Et il faut reconnaître qu'ils avaient fort à faire en ce sens, qu'ils soient de droite ou de gauche ! C'est même devenu un thème central de leur campagne électorale. Il n'y a pas de mystère à cela, mais un froid calcul arithmétique. Les femmes représentent 52 % de l'électorat français. Traditionnellement, leurs suffrages se portent à droite. Depuis peu, la tendance s'est inversée. Une majorité de celles qui votent porterait désormais leurs suffrages à gauche.

L'intérêt suscité par la campagne d'Arlette Laguiller, candidate de « Lutte Ouvrière » aux élections présidentielles, n'a pas échappé aux vieux routiers de la politique. Or la condition des femmes avait été un des axes de la campagne. Dans cette période de compétition acharnée, une voix c'est une voix et voilà pourquoi les femmes, habituées à ce qu'on s'intéresse vaguement à elles, au temps des élections, sont aujourd'hui l'objet d'assauts empressés, de surenchères démagogiques.

Les bonnes paroles et les promesses pleuvent. Les propositions précises, par contre, sont plutôt rares, à droite comme à gauche.

A droite le temps du mépris

Dans les rangs de la majorité, on est encore un peu routinier dans la propagande, on y va à l'économie de moyens. A trois mois des élections, un hâtif remaniement ministériel a eu lieu pour « féminiser » un peu le gouvernement : deux secrétariats d'État ont été confiés à des femmes, une troisième a été promue au rang de ministre, la présence au gouvernement de Simone Veil, Alice Saunier-Seïté, Hélène Missoffe, Christiane Scrivener, et Nicole Pasquier devrait suffire à baillonner les féministes, non ? Quant au secrétariat d'État à la condition féminine, l'un des plus beaux fleurons de la démagogie giscardienne, il aura connu une expérience éphémère.

Françoise Giroud, 1976 : « C'est l'orientation qui lui a été donnée par le président de la République : Français au niveau de formation, de rétribution, d'intégration à la vie sociale et économique, et de responsabilité, où se trouve l'autre moitié. »

Raymond Barre, 1978 : « C'est précisément parce que le gouvernement pensait qu'un grand pas avait déjà été franchi vers une véritable égalité des sexes que le secrétariat d'État à la condition féminine a été supprimé. »

A les entendre la progression aurait été pour le moins spectaculaire !

Non ! Le programme des partis de la majorité pour les femmes n'a pas changé ! Il est toujours fait de misère, de licenciements, de chômage, de discriminations de toutes sortes. C'est toujours pour les femmes le temps du mépris. C'est Beullac qui renvoie cyniquement les femmes à leurs foyers pour libérer des postes de travail pour les hommes. C'est Barre qui surrenchérit : « Les tâches familiales ont leur noblesse et leur nécessité et le gouvernement s'emploie à aider celles qui ont choisi délibérément de se consacrer à leurs enfants. » et pour démontrer que « non la femme n'a pas été la plus grande étouffée de l'histoire » il invoque le rôle « joué par les reines et les favorites » !

A gauche rien de fondamentalement changé

On comprend que les femmes se détournent de ces partis-là et regardent vers la gauche. Que voient-elles de ce côté-là ? Certes des discours plus intéressants à entendre et encore pas toujours. Mais les actes ?

Les femmes ont mené de grandes luttes ces derniers temps pour le droit à la contraception et à l'avortement, contre le viol, pour l'égalité des droits avec les hommes. Où étaient les politiciens du PS et du PCF ?

Faut-il rappeler que le programme du PCF « Changer de cap » ne contient qu'une page sur les femmes ? Que ce parti n'a pas pris position dans la bataille pour l'avortement que lorsque la bataille était déjà gagnée, la victoire assurée ? C'est que la lutte était rude sur cette question, les électeurs divisés. C'était donc un terrain glissant sur le plan électoral. C'est pourquoi « changer de cap » se faisait l'apôtre d'un avortement soigneusement encadré par des commissions de juristes, de médecins et de sociologues.

Les militantes féministes connaissent aussi un autre aspect du parti révisionniste : les coups et les injures de son service d'ordre qui les accueillent à chacune de leurs participations aux manifestations dites unitaires.

Certes, le PCF présente 20 % de femmes aux élections législatives. Mais il est intéressant de noter qu'elles sont pratiquement toutes présentées dans des

circonscriptions perdues d'avance pour lui, comme les 7^e ou le 16^e arrondissements de Paris.

Alors, le PS ? Si les femmes représentent 52 % du corps électoral français, elles ne sont pas 2 % au Parlement. Le PS n'a pas une seule femme député. A peine 5 % des femmes du PS sont présentées par leur parti aux prochaines élections. Là aussi les femmes sont priées de faire de la figuration, cantonnées dans les « secteurs féminins » les activités à caractère social. Là aussi, la vraie politique c'est pour les hommes. Ce qui fait dire avec amertume à l'une de ses militantes : « Pour les femmes, quelques réformes : plus d'équipements sociaux, plus de crèches, mais rien de fondamentalement changé... »

Non, rien ne changera fondamentalement pour les femmes tant qu'existera la cause de tous leurs maux, le système capitaliste, qu'il soit géré par un gouvernement de droite ou de gauche.

C'EST LE REFUS DU PIEGE

Si les partis bourgeois traditionnels s'intéressent tant aux femmes, c'est que par leurs luttes, elles ne permettent plus qu'on les ignore.

Les femmes se trouvent à ces élections dans deux grands courants qui refusent de se laisser enfermer dans le piège de la droite ou de la gauche.

« CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES »

Sous ce sigle une cinquantaine de candidates féministes se présenteront aux prochaines législatives. Elles rassemblent

(Suite page 8)

Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Quarante candidates, ouvrières, employées, enseignantes figurent sur les listes de l'UOPDP. C'est encore très peu, trop peu. Mais, hommes ou femmes, tous les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, tous les comités d'initiative locaux qui popularisent sa plate-forme, soutiennent les luttes des femmes pour leur émancipation ; ils expliquent les raisons de leur oppression, le système capitaliste, appellent à mobiliser toutes les énergies des hommes et des femmes de la classe ouvrière et du peuple pour préparer son renversement et l'instauration du socialisme. Lui seul garantira en effet les conditions du développement d'une réelle émancipation des femmes, d'une véritable démocratie où hommes et femmes apprendront chacun à devenir égaux.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France Sur le travail du Parti en direction des femmes

« Répondre à une aspiration fondamentale »

Le système capitaliste assigne aux femmes la fonction d'assumer gratuitement l'entretien des enfants et les tâches domestiques qui servent à la reproduction de la force de travail de l'homme. Le système capitaliste les entraîne aussi de plus en plus à participer à la production, créant ainsi les conditions objectives de leur émancipation future.

Les femmes, qui représentent 54 % de la population de notre pays, sont aussi de plus en plus nombreuses dans le travail productif. Il y a actuellement 8 500 000 femmes actives qui représentent 38 % de la main d'œuvre salariée et figurent parmi les plus exploités. Parmi les salariés qui gagnent moins de 2 000 F par mois, 64 % sont des femmes. En période de crise économique comme celle qui se développe aujourd'hui, les femmes sont parmi les premières victimes des licenciements et du chômage. Plus de 54 % des chômeurs inscrits sont des femmes.

Victimes de discriminations importantes dans la formation professionnelle, elles se retrouvent souvent OS, cantonnées dans les travaux les plus monotones, répétitifs et les moins payés. Les femmes travailleuses accomplissent en plus une double journée de travail.

De plus en plus massivement, les femmes participent aux différents fronts de la lutte de classe.

Dans les usines et les bureaux, toutes les grandes grèves récentes ont connu une forte participation des femmes travailleuses (PTT, LIP, Deffrenne, Orlane...). Beaucoup d'autres grèves ont même été conduites uniquement par des femmes (Coframaille, Cerizay, Everwear, Big Chief...).

Celles qui restent au foyer se trouvent dans une situation difficile, isolées de la lutte sociale. Pourtant, elles sont aussi touchées par le capitalisme (vie chère, expulsions, écoles...). Les conditions de vie devenant de plus en plus dures actuellement, on les voit aussi se mobiliser dans les quartiers populaires (luttas sur le logement : Vitry, le Marais) ou pour soutenir activement les luttas que mènent leurs maris (mineurs de potasse, Solmers, cycles Peugeot).

Mais aussi la lutte des femmes pour l'émancipation, l'égalité des droits, la fin des discriminations et de l'oppression propres aux femmes, a progressé notamment pour imposer le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits, la reconnaissance du viol comme

un crime, le refus des vexations et des humiliations.

Ces luttas ont montré la combativité des femmes. Le PCMLF a la responsabilité de répondre à cette aspiration fondamentale des femmes et d'organiser leurs luttas sur de justes bases de classe. Il doit guider le mouvement de lutte des femmes pour leur émancipation sous peine de l'abandonner de fait à la bourgeoisie et particulièrement au révisionnisme, au gauchisme et au réformisme.

Sur ce terrain aussi une lutte réelle à mener entre deux conceptions du monde : la conception bourgeoise, qui est aussi celle du PCF et du PS, qui voit la femme comme un être inférieur, soumis, passif, une marchandise, une « quantité négligeable » en dehors des périodes électorales, et la conception prolétarienne qui reconnaît que les femmes du peuple, à l'égal des hommes, sont partie intégrante des forces révolutionnaires.

Comme l'a enseigné Lénine, « sans participation des femmes exploitées et opprimées, la révolution prolétarienne n'est pas possible ». C'est pourquoi le parti doit être présent et actif parmi la masse des femmes pour soutenir leurs justes luttas, les aider à mieux prendre conscience des liens existant entre leur combat pour l'émancipation et le combat révolutionnaire général. Il doit entraîner la masse des femmes dans la lutte pour la révolution. Il doit lutter au sein des masses populaires comme dans ses propres rangs contre les rapports d'oppression existant entre hommes et femmes, éduquer avec patience les travailleurs, hommes et femmes, sur cette question et contribuer ainsi à l'unité de la classe ouvrière et du peuple.

En plus du travail d'agitation-propagande que le parti mène en son nom sur toutes ces questions, un travail de masse doit être développé qui peut prendre des formes très diverses : groupes de femmes locaux sur le plan de l'entreprise ou du quartier, associations populaires familiales, comités de parents d'élèves, de locataires, commissions-femmes dans les syndicats, comités de femmes de grévistes, etc.

Dans ces activités comme dans toutes celles où il intervient sur la question de la lutte des femmes, le parti axe son travail sur les orientations suivantes :

- Impulser les luttas des femmes contre toutes les discriminations et les situer dans le cadre de la lutte anticapi-



taliste, antirévionniste et antiréformiste ;

- Adopter un point de vue de classe sur l'émancipation des femmes et combattre le point de vue féministe qui fait des hommes l'ennemi des femmes et les considérer toutes comme solidaires, quelle que soit leur position de classe ;

- Orienter principalement le travail en direction des femmes ouvrières, immigrées, paysannes et des couches populaires ;

- Lier les luttas des femmes pour leur émancipation aux autres luttas révolutionnaires. Permettre aux femmes du peuple de connaître, comprendre, soutenir et participer aux luttas de tous les travailleurs ;

- Développer la solidarité anticolonialiste, antiraciste, antibégémonique avec les femmes des peuples du monde.

Droit au travail et à la formation professionnelle !

A travail égal, salaire égal !

Des crèches et des cantines à des prix abordables

à la ville comme à la campagne !

Contraception et avortement libres et gratuits,

y compris pour les mineures et les immigrées !

Non à toutes les discriminations !

Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes !

suite de la page 7

ront de nombreuses militantes de l'organisation « Choisir », animée par l'avocate Gisèle Halimi, qui a joué un grand rôle dans la lutte pour l'avortement et la contraception et contre le viol.

Dans leur « Programme commun des femmes » dont le titre traduit une certaine hésitation face aux partis de gauche, elles ont établi un programme concret de revendications très précises visant à assurer une véritable égalité des femmes sur le plan de la vie politique, du travail, de la famille, du droit, de l'éducation des enfants.

Au second tour, elles ont laissé entendre qu'elles ne donneraient pas de consi-

ote car « la droite comme la gauche ne reprennent pas vraiment en compte les aspirations des femmes ». Mais les pressions ne manqueront pas de se faire fortes sur elles pour les entraîner dans le sillage de la gauche. Un signe pourtant : des adhérentes du PCF et du PS militent sous le sigle « Choisir la cause des femmes », désavouant ainsi ouvertement leurs partis sur cette question.

DE NOMBREUSES FEMMES CHEZ LES ÉCOLOGISTES

Un sondage a fait apparaître qu'aux dernières élections municipales, deux fois plus de femmes que d'hommes ont voté écologiste. A Paris, les femmes représentaient 40 % des candidatures écologistes.

Dans toutes les luttas, contre les centrales nucléaires, notamment, les femmes ont été à l'avant-garde, présentes et actives dans toutes les manifestations, toutes les occupations de sites. Elles y ont renforcé aussi leur prise de conscience du sort que leur fait la société capitaliste. Comme cette jeune écologiste strasbourgeoise qui mitraillant un ingénieur du commissariat à l'énergie atomique de questions précises et embarrassantes, s'entendait répondre simplement : « Vous êtes si jolie madame, si nous déjeunions ensemble ? ».

En votant écologiste, en refusant de se désister au second tour pour la droite ou la gauche, elles seront aussi nombreuses à résister aux appels à voter « utile », car elles savent que cette utilité sert la cause de politiciens véreux et non celle de la libération des femmes et de la société.

